

<https://www.eglisealareunion.org/?Le-1er-Festival-international-du-film-des-droits-de-l-Homme>

Le 1er Festival international du film des droits de l'Homme de La Réunion à Saint-Pierre

- Archives - Médias -



Date de mise en ligne : lundi 16 août 2010

Copyright © Diocèse de La Réunion - Tous droits réservés

Du 19 au 22 août, la ville de Saint-Pierre accueillera le 1er Festival international du film des droits de l'Homme de La Réunion. Des précisions d'Eric Boisteau, le coordinateur régional de ce festival.

Comment est né [le Festival international du film des droits de l'Homme](#) de La Réunion ?

Ce festival est né à Paris, de l'initiative de l'association Alliance ciné il y a huit ans. Depuis deux ou trois ans, l'association Alliance ciné exporte ce festival dans d'autres régions de France, mais aussi dans d'autres pays.

Pourquoi Alliance ciné a-t-elle mis en place ce festival ?

Elle voulait offrir au grand public l'occasion de visualiser des documentaires peu diffusés au cinéma ou à la télévision afin de le sensibiliser à la question des droits de l'homme par un média qui est universel.

A La Réunion, l'accent sera mis sur la condition des femmes pourquoi ?

Quand nous avons choisi d'organiser ce festival ici, nous sommes allés à la rencontre des institutionnels et du tissu associatif réunionnais et il nous a semblé que cette question nous permettrait de fédérer un certain nombre d'acteurs qui oeuvrent dans ce domaine bien précis de la lutte contre les violences faites aux femmes. Le Festival du film des droits de l'Homme, c'est une fenêtre sur la situation des droits humains à travers le monde, mais il nous semble également important de replacer cette situation dans le contexte réunionnais, de créer un lien entre la situation mondiale de défense des droits humains et la situation locale. Lors de la soirée débat de vendredi, un film sera projeté sur le combat de deux magistrates camerounaises pour la reconnaissance des droits des femmes. Après cette projection, nous reviendrons sur la situation des femmes dans le monde pour nous recentrer ensuite sur la situation précise à La Réunion et les actions qui y sont menées.

Vous cherchez à sensibiliser le grand public sur les droits de l'Homme, mais est-ce qu'en contactant des partenariats avec les institutionnels vous arrivez à toucher les gouvernements ?

C'est pour cette raison que nous travaillons avec des institutionnels. La situation des droits de l'Homme en France n'est pas particulièrement sensible. Nous vivons en démocratie. Toutefois il est toujours intéressant de savoir ce qui se passe dans le reste du monde.

Est-ce vraiment important de connaître la situation des autres pays ?

L'action des gouvernements passe à travers ce type d'action culturelle. De plus, sensibiliser le public à des contextes où les droits humains sont bafoués permet bien souvent d'infléchir la politique des gouvernements autoritaires. Cette information permet de changer les choses. En tout cas, elle y participe.

Vous dites que la projection de documentaires peut changer les choses, avez-vous un exemple concret ?

Depuis la diffusion de « L'affaire Coca-Cola », les multinationales, qui font des profits énormes en travaillant avec

des partenaires qui ne respectent la liberté d'expression et les droits syndicaux, cherchent dans leur communication et dans leur action à modifier les pratiques qui sont contraires à la liberté syndicale. Et pour cause, ce documentaire traitait de l'assassinat de militants syndicalistes dans les usines d'embouteillage de Coca-Cola en Colombie.

Dix documentaires seront projetés pendant le festival, des rencontres avec les réalisateurs sont-elles prévues ?

Non. Nous avons eu des difficultés à réunir un budget conséquent pour le festival. Peut-être pour la prochaine édition.

Parmi ces films, lequel a retenu votre attention ?

« Femmes humiliées ». Il parle de l'intégration de femmes, réfugiées politiques kurdes en France et en Allemagne. Ce sont des femmes qui ont subi la torture, des artistes qui essaient de faire vivre la culture kurde, qui est parfois mise à mal en Turquie et en Irak.

Qu'est-ce qui vous a le plus marqué dans ce documentaire ?

Le parcours courageux de ces femmes kurdes confrontées aux difficultés d'écoute et à la nécessité de répéter leurs souffrances aux services de l'État et notamment à l'Office de protection des réfugiés et apatrides pour obtenir le statut de réfugiés politiques